

Mouvements de protestation au Yémen et au Bahreïn

Les pays du Golfe ont un passé commun mais des structures politiques et socio-économiques différentes. Aucun n'a échappé à la vague de révoltes pro-démocratiques.

Marta Saldaña et Leyla Hamad

La péninsule Arabique intègre, d'un côté, les pays avec les revenus par habitant plus élevés du monde arabe –les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar– et, de l'autre, le pays avec le revenu par habitant plus faible du monde arabe et l'un des plus pauvres du monde, le Yémen. Avec un passé commun, des structures socio-politiques patrimoniales propres des sociétés tribales et des économies basées sur le secteur primaire et le commerce, les relations des dirigeants locaux avec la Grande Bretagne depuis le XIX^{ème} siècle et la découverte de réserves d'hydrocarbures ont fait que les structures politiques et socio-économiques des monarchies du Golfe et la république du Yémen (divisée en deux jusqu'en 1990), évoluent de façon différente. Même à l'intérieur du CCG nous retrouvons des différences substantielles qu'il ne faut pas ignorer lorsque l'on étudie leurs réalités politiques. Cependant, aucun n'a échappé aux mouvements de protestation pro-démocratiques initiés en Tunisie début 2011. La vague de révoltes dans le monde arabe est parvenue jusqu'à eux à différents degrés, dont le Yémen et le Bahreïn sont les cas les plus significatifs.

Révoltes au Yémen

Bien que les médias internationaux situent le début des protestations au Yémen après la sortie de Zine el Abidine Ben Ali de la Tunisie, en réalité, le germe des manifestations qui ont lieu aujourd'hui dans le pays surgit deux semaines avant le départ du dirigeant tunisien. Au début, il s'agissait seulement de quelques manifestations minoritaires, mais, peu à peu et après l'arrestation d'activistes charismatiques, l'appui populaire augmenta. Le Yémen se trouvait dans une impasse politique après un nouveau point mort dans les conversations politiques entre le parti gouvernemental et la principale plate-forme d'opposition, le Comité de Partis Réunis (CPR), en juin 2010.

La crise politique entre l'opposition et le gouvernement supposa, déjà en février 2009, l'ajournement des

élections parlementaires. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays, l'opposition refusait de participer aux élections, si la loi électorale n'était pas modifiée auparavant. Le blocage des négociations empêcha l'application de cette réforme et, deux mois avant les élections, l'on accorda leur ajournement et un engagement entre les deux parties pour arriver à un accord avant la nouvelle date de convocation : le 27 avril 2011. Le dialogue national n'a jamais abouti.

D'un autre côté, l'annonce de l'initiative gouvernementale qui prétendait nommer Ali Abdoullah Saleh (au pouvoir depuis 1978) président à vie fit gronder toutes les sonnettes d'alarme dans l'opposition, qui attendait depuis quelques années une manœuvre politique de ce genre, étant donné que la légalité constitutionnelle ne permet pas au président de participer aux prochaines élections présidentielles prévues pour 2013. Bien que l'initiative fut immédiatement retirée et que le président manifesta son intention de ne présenter ni sa candidature ni celle de son fils Ahmed (autre préoccupation de l'opposition yéménite), cette rectification ne fut pas suffisante pour apaiser les demandes de changement qui avaient débuté dans la société, renforcées de plus par la chute de Ben Ali et le fort impact des mobilisations en Égypte.

Cependant, cette crise politique n'était pas le seul problème du pays. Les forts taux de corruption, l'analphabétisme et le chômage, le manque de confiance sociale vis-à-vis des institutions gouvernementales, la guerre de Saada – qui entra dans sa septième année –, l'essor naissant d'Al Qaida et la question sécessionniste du Sud, saturaient l'agenda politique yéménite et nourrissaient le mécontentement populaire.

Les manifestations, dirigées par les étudiants depuis le début, trouvèrent bientôt un écho parmi les partis de l'opposition qui, alors, se débattaient encore entre la négociation avec le gouvernement et la participation active dans les actes de protestation publique.

Il est important de signaler que, de façon simultanée à ces manifestations antigouvernementales et le siège exigeant la renonciation du régime, des concentrations pro-

Marta Saldaña, chercheuse en études arabes et islamiques à l'Université autonome de Barcelone et Université d'Exeter; Leyla Hamad Zahonero, chercheuse à l'Observatoire électoral TEIM, UAM.

gouvernementales se sont produites, ainsi qu'un sit-in favorable au régime sur la place Tahrir de Sanaa. Avec cette manœuvre, les partisans de Saleh prétendaient usurper aux étudiants yéménites la place au nom mondialement connu grâce à la révolution égyptienne. Lorsque les manifestants antigouvernementaux se rendirent à Tahrir et y trouvèrent des tentes appartenant aux partisans de Saleh, ils décidèrent de retourner à l'université et de s'y installer, dans une place qu'ils nommèrent Saha al Tagayer (place du Changement).

Même si l'opposition persiste à affirmer que les partisans de Saleh installés à Tahrir et les manifestants favorables au régime sont achetés, en réalité, la capacité de mobilisation des partisans gouvernementaux est sans commune mesure par rapport aux autres pays arabes ou islamiques où se sont produites des révoltes contre le système. Au point que, ces derniers mois, deux manifestations sont convoquées tous les vendredis, une favorable à Saleh, qui culmine avec un discours du président et une autre contre.

La présence constante de ces deux collectifs antagoniques dans les villes du pays, a supposé de nombreux chocs. Ceux qui s'opposent à Saleh l'accusent d'envoyer des *balagayin* (gros bras) contre eux. D'un autre côté, l'énorme présence militaire dans la capitale rappelait l'avertissement du président : toute manifestation non autorisée serait violemment réprimée.

Ce déséquilibre des forces a varié après le massacre du 18 mars, lorsque 52 personnes furent brutalement assassinées sur la place du Changement par des franc-tireurs, postés sur les toits des maisons adjacentes. Bien qu'il ne s'agissait pas des premières victimes mortelles, puisque qu'il y avait déjà eu plusieurs morts dans le pays, le nombre élevé, ajouté aux conditions où se sont produites les morts – des coups de feu à la tête et la poitrine, indiquant leur intentionnalité criminelle, et avoir empêché l'accès aux services sanitaires – émurent l'opinion publique nationale et internationale.

Suite au massacre, une cascade de désertions militaires et de renonces politiques se produisit, dont la plus importante, celle du général Mohsen Ali, commandant de la Division Blindée Nord-ouest. Cette désertion, que beaucoup d'analystes pensent « attendue », plaça le gouvernement en échec, puisqu'il s'agissait d'un homme proche du président appartenant à sa même tribu. Le général disposa ses soldats dans les alentours du siège antigouvernemental et déclara son intention de défendre les étudiants des attaques du gouvernement. Alors que la situation à Sanaa se calmait, à Taïz et Hodeïda, les morts se succédaient. D'un autre côté, plusieurs leaders tribaux s'unirent aussi aux antigouvernementaux et plus de 40 démissions parlementaires furent enregistrées en un seul jour.

Mais tandis qu'avaient lieu ces sièges, ces manifestations et ces déclarations irréconciliables, la négociation se poursuivait. Il y a eu plusieurs initiatives, dans différents contextes et pays, pour tenter une médiation dans la crise politique yéménite, dont la plus acceptée depuis le début est celle du CCG (qui a rapidement re-

çu l'appui des USA, de l'Union européenne et de la Ligue arabe). Le projet, quatre fois modifié, prévoit le départ de Saleh dans un délai de 30 jours, la création d'un gouvernement d'unité nationale et la convocation d'élections présidentielles, 60 jours après. Il envisage aussi l'immunité du président et de ses collaborateurs les plus proches. Bien qu'au début l'opposition et le gouvernement acceptèrent l'initiative, le jour de la signature, le président Saleh refusa de parapher l'accord, surprenant ainsi les représentants du Golfe et les médiateurs occidentaux, mais non les étudiants, qui eux avaient déjà averti qu'au dernier moment, Saleh entreprendrait une manœuvre inespérée pour s'accrocher au pouvoir.

Dans les semaines qui suivirent, les négociations entre l'opposition et le gouvernement continuèrent et les exigences de l'exécutif augmentèrent. Le Qatar a retiré son appui à l'initiative, se justifiant par les retards dans la signature et les massacres des dernières semaines. Cependant, cette manœuvre semble répondre d'avantage à une volonté de débloquer le processus négociateur. Saleh a accusé de façon répétée le Qatar de conspiration et d'encourager les révoltes, et il a refusé de signer l'accord, si ce pays faisait partie du groupe d'appui. Après des mois de négociation stérile, Saleh, encouragé par des masses de partisans qui lui demandaient de ne pas renoncer, a annoncé le 19 mai, une fois de plus, qu'il ne sera battu que par les urnes. Cependant, ceci ne signifie pas que la voie de la négociation ait été définitivement écartée et la signature de l'accord pourrait se produire en quelques jours.

Un autre printemps au Bahreïn

Les protestations au Bahreïn ont débuté le 14 février 2011. Elles se sont répétées chaque jour pendant des mois, principalement dans le centre de la capitale, Manama, autour de la place de la Perle (*Lulu*, en arabe). Cependant, les exigences de réforme politique et les manifestations ne sont pas quelque chose de nouveau dans le pays, où les mouvements pro-démocratiques précèdent même son indépendance du Royaume-Uni en 1971 – les demandes politiques ont été constantes depuis que la première Constitution fut dérogée en 1973 et le Parlement élu fut suspendu en 1975.

Cette fois-ci, les causes qui ont poussé les citoyens à sortir dans les rues sont semblables à celles des autres pays arabes : population jeune en croissance, forts taux de chômage, inflation significative ces dernières années, corruption gouvernementale et népotisme, entre autres. Un autre facteur auquel il faut prêter attention, s'agissant d'un État rentier, sont les conditions du contrat social existant entre les gouvernants et les citoyens dans un pays où les réserves de pétrole sont pratiquement épuisées. Les privilèges octroyés à la population sunnite (en particulier aux membres de la famille royale et leurs proches), la discrimination que souffre historiquement la population chiite dans la redistribution de la richesse et l'appli-

Protestations dans d'autres États du CCG

La situation dans les autres États du CCG n'est pas comparable à celle du Bahreïn, mais le « Printemps arabe » a aussi trouvé un écho parmi leurs citoyens. Nous pouvons considérer que le Bahreïn, Oman et l'Arabie saoudite sont les plus enclins aux protestations car il s'agit de sociétés plus hétérogènes, avec des revenus par habitant plus faibles et des taux de chômage élevés. C'est dans ces pays où l'on a enregistré le plus de manifestations et d'activisme politique ces derniers mois, alors qu'il est moins probable que des situations semblables se produisent au Koweït, dans les EAU et au Qatar. S'agissant de sociétés plus homogènes, avec de forts revenus par habitant et des taux de chômage moins préoccupants, il y a moins de dissensions internes et les expressions de mécontentement ont été plus discrètes, bien que significatives.

Cependant, et bien que l'on puisse considérer que la région du Golfe est actuellement la plus stable du monde arabe aussi bien politiquement qu'économiquement, ses dirigeants se montrent conscients du fait qu'une plus grande participation citoyenne et des mécanismes de contrôle politique seront nécessaires, tôt ou tard. Dans certains pays l'on a entrepris des réformes politiques ou électorales, et presque tous ont convoqué des élections pour 2011 (qui avaient été ajournées ou que l'on craignait indéfiniment annulées).

cation de politiques de nationalisation de sunnites étrangers pour modifier la balance démographique – allégations datant de 2006 –, sont facilement constatables.

Un pourcentage élevé de manifestants appartenait à la communauté chiite, étant donné qu'ils représentent 70 % de la population, mais cela ne veut pas dire qu'il s'agisse d'un conflit religieux ou qu'un agenda iranien se cache derrière les protestations, puisque les demandes de réforme politique sont partagées par tous les groupes d'opposition, indépendamment de la confession de leurs intégrants. De ce fait, les sept associations (les partis politiques sont illégaux, mais les associations fonctionnent *de facto* comme des partis) composant la Coalition Nationale, qui communiquait les pétitions des manifestants au gouvernement, sont de nature très diverse.

Le caractère pacifique des manifestations, où la consigne la plus répétée fut « ni Sunnites ni Chiïtes, nous sommes tous Bahreïnais », s'est vu tronqué avec la violente incursion des forces de police et militaires au petit matin du 17 février. Face à la condamnation de l'administration américaine (qui a sa plus importante base militaire de la région, la Cinquième Flotte, à Manama) le gouvernement bahreïni ordonna le retrait de ses forces de sécurité et annonça le début d'un dialogue avec tous les groupes. Plusieurs prisonniers politiques furent libérés et des membres exilés de l'opposition furent amnistiés mais, dans l'attente d'une déclaration du gouvernement annonçant l'application des réformes exigées, les protestations continuèrent et s'étendirent jusqu'au quartier financier de Manama. Simultanément, des manifestations favorables au régime se produisirent, dirigées par le cheikh Abdoulatif al Mahmoud, leader de la branche bahreïnie des Frères musulmans. Le 27 février, les 18 députés du regroupement chiite Al Wifaq remirent officiellement leur lettre de démission au Parlement. De plus, en réponse à la violence déployée contre

les manifestants, certains groupes (en particulier le groupe chiite Haq devenu illégal) commencèrent à demander la chute de la dynastie Al Khalifa, ce qui ne faisait pas partie initialement des consignes du mouvement.

L'incapacité à trouver une solution politique a conduit le 15 mars à la déclaration de l'État d'urgence par le roi pendant trois mois et à une intervention militaire des forces de sécurité du CCG (dénommées « bouclier de la Péninsule ») composées pour la plupart par des militaires saoudiens, qui s'est soldée avec de nombreuses morts et des centaines de blessés. La place de la Perle fut vidée et son significatif monument démoli.

Depuis lors, des détentions indiscriminées d'actives et d'hommes politiques se sont produites, les représailles se succèdent contre ceux qui ont pris part aux protestations et, en particulier, contre la population chiite, et l'on a convoqué des élections partielles pour couvrir les sièges des 18 députés qui démissionnèrent pendant les révoltes. Des centaines d'employés, aussi bien d'organismes publics que d'entreprises privées, sont renvoyés sous prétexte de désobéissance civile et avec des restrictions dans leur accès aux prestations de chômage. Plusieurs mosquées ont été détruites, les tanks sillonnent les rues et les hélicoptères militaires survolent chaque jour les zones considérées les plus conflictuelles, où se produisent encore des affrontements entre jeunes et forces de sécurité. Il existe des rapports alarmants sur des tortures dans les centres de détention, des jugements irréguliers où les détenus sont maintenus sous pression et isolés, et quatre condamnations à mort. À la lumière de ces faits, l'organisation libanaise ICAI-HOKOK, en collaboration avec un groupe d'avocats espagnols, a présenté une plainte devant la Cour Pénale Internationale contre les autorités du Bahreïn pour crimes contre l'Humanité et nettoyage ethnique.

Les médias se font à peine écho des événements, mais il n'a fallu qu'une brève conversation avec une jeune bahreïnienne de confession chiite pendant une escale à Manama pour comprendre le profond conflit où se trouve plongé ce petit archipel. La conséquence de la décision du gouvernement de mettre fin aux protestations, au moyen de la force a provoqué une grande fracture sociale entre les citoyens chiïtes, qui vivent terrorisés, et une majorité de citoyens sunnites convaincus de la version officielle selon laquelle les manifestants étaient violents et obéissaient aux consignes de clercs chiïtes iraniens et iraquiens. Il est possible qu'ils ne puissent plus s'unir sous la consigne « Ni Chiïtes, ni Sunnites, nous sommes tous Bahreïnais » ; ce qui était probablement l'objectif de la stratégie « diviser pour vaincre » employée par la monarchie du pays.

Bien qu'au début il y ait eu des critiques à la répression violente au Bahreïn, il semble que les USA et l'UE gardent silence face aux événements qui ont lieu dans ce pays et les autres États du CCG, car le *statu quo* leur convient dans une zone d'une telle importance géostratégique, ainsi que le rôle que joue le CCG dans les autres conflits du monde arabe, en particulier en Libye et au Yémen. ■